



PRESS - CLIPPINGS

COUPURES DE JOURNAUX

Le Devoir

I

Nom de la publication

Name of Publication

Date

APR 24 1975

Date

Pour le Québec

# Pas de rapatriement de l'AANB sans "sécurité culturelle"

par Pierre O'Neill

Le Québec ne s'opposera pas au rapatriement de la constitution au Canada dans la mesure où il obtiendra des pouvoirs additionnels en matière d'immigration et de communications ou encore des garanties constitutionnelles qui lui permettent d'assurer la protection de son identité culturelle.

À l'occasion du dîner-bénéfice du Parti libéral du Québec, regroupant plus de 6.000 militants à l'hôtel Reine-Elizabeth de Montréal, le premier ministre, M. Robert Bourassa, reformulait ainsi hier la position de son gouvernement dans la perspective d'une prochaine conférence fédérale-provinciale sur la constitution.

Essentiellement, M. Bourassa a expliqué que les gouvernements fédéraux des années 80 ne seront pas nécessairement aussi disposés que les Trudeau, Marchand et Pelletier d'aujourd'hui à défendre les intérêts des francophones à Ottawa. Nous avons actuellement à Ottawa un groupe très fort de francophones qui contribuent, avec toutes les régions du Canada et du Québec en particulier, à promouvoir la culture francophone. Alors que la proportion des francophones décline au sein du Canada, nous n'avons pas de garanties que nous aurons une représentation aussi forte dans dix ou quinze ans. Il est donc normal que dans le domaine culturel, nous travaillions à la protection de notre culture avec des garanties constitutionnelles.

Dans cette optique, M. Bourassa a souligné l'étape fondamentale de l'adoption du bill 22 et soutenu qu'un élargissement de pouvoirs dans l'immigration et les communications saurait renforcer le fédé-

ralisme aux yeux des Québécois. "Cet aspect parmi d'autres est particulièrement important dans la question du rapatriement".

Quillet rouge à la boutonnière, c'est un chef de parti débordant d'aplomb qui a servi une envolée oratoire partisane à un auditoire modérément enthousiaste. Ses attaques contre le Parti québécois et sa dénonciation du document de la CEQ furent les moments les plus appréciés et lui ont mérité de frénétiques applaudissements.

Après avoir vanté le courage d'un gouvernement qui n'a pas craint de légiférer pour faire du français la langue officielle, M. Bourassa s'est adressé aux anglophones, dans leur langue, pour expliquer que le bill 22 s'imposait dans un Canada où la proportion de francophones décroît gravement, où le rôle des communications devient chaque jour plus déterminant et alors que "nous sommes un petit peuple de quelques millions dans un continent de 200 millions d'anglophones".

Dans un autre temps, le premier ministre libéral a énuméré les motifs de fierté qui devraient faire vibrer les Québécois: les projets des Jeux olympiques et de la Baie James; le dynamisme de notre économie; le potentiel exceptionnel des richesses naturelles; l'originalité de notre culture; le rythme de notre évolution sociale.

Puis, dans un second temps, le chef libéral a rappelé à ses militants que son gouvernement a su dans cinq ans d'administration respecter tous ses engagements: nous avons relancé l'économie, nous avons assaini les finances publiques, nous avons rétabli la paix sociale, nous avons réduit les impôts ainsi que la dette per capita.

Au chapitre de la qualité de gestion de son gouvernement, M. Bourassa a plus encore fait valoir qu'après cinq années d'administration "personne n'a pu trouver un seul cas de favoritisme injustifié de la part du gouvernement et on a été incapable de nous attaquer sérieusement". Il s'est notamment félicité d'avoir pris des mesures comme la tenue d'enquêtes publiques et le décret de règlements contre les conflits d'intérêts pour arriver

à cette "excellente" qualité de gestion gouvernementale.

M. Bourassa a d'autre part vigoureusement dénoncé hier le manifeste de la Corporation des enseignants du Québec, concernant la journée pédagogique prévue pour le 1er mai, fête des travailleurs.

Sous les cris approbateurs des 6.000 militants libéraux réunis hier à l'hôtel Reine-Elizabeth, le chef du parti a accusé



PRESS-CLIPPINGS

COUPURES DE JOURNAUX

Name of Publication..... Nom de la publication

Date..... Date

le CEQ d'utiliser les enfants pour propa-  
ger la haine sociale.  
"Le Parti libéral est contre", a lancé M.  
Bourassa, en invitant le président du  
Parti québécois à cesser de faire l'hy-  
pocrite et d'indiquer clairement sa posi-  
tion. "Dites-le, M. Lévesque, si vous êtes  
oui ou non d'accord avec la CEQ qui in-  
cite les enfants à la haine et qui stimule la  
lutte des classes."  
Au nom du Parti québécois, jeudi der-  
nier, le député de Lafontaine, M. Marcel  
Léger, avait émis un commentaire que  
certains milieux ont jugé équivoque. Tout  
en déplorant l'agressivité qui caractérise  
ce document, M. Léger alléguait alors que  
le texte de la CEQ contient néanmoins  
des intentions valables devant permettre  
de sensibiliser les écoliers aux situations  
sociales et ce faisant leur donnera l'op-  
portunité de développer leur sens criti-  
que.  
Intitulé "pour une journée d'école au  
service de la classe ouvrière", le docu-  
ment de la CEQ a été préparé à l'inte-  
tion des enseignants membres de la  
centrale en prévision de la fête des  
valeur.